

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 95 — 1426 (95 — 305)

22 DECEMBRE 1994. — Arrêté royal modifiant les articles 155, 187, 250 et 251 du Règlement général sur les installations électriques. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 29 du 9 février 1995, page 2901, il y a lieu de lire à l'article 2, première ligne, « rubrique h » au lieu de « rubrique b ».

MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 95 — 1427 (F. 95 — 874)

7 MARS 1995. — Arrêté royal relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM. — Erratum

Il convient de joindre au Rapport au Roi l'Avis du Conseil d'Etat.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques, le 29 décembre 1994, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal « relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM », a donné le 6 janvier 1995 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

« Considérant que le traitement de ce dossier est urgent dans la mesure où le cahier des charges pour un deuxième opérateur de mobilophonie doit être rendu public dans les premières semaines de 1995 afin de permettre le développement d'un deuxième réseau GSM dans le second semestre 1995; considérant que la Commission européenne a mis en demeure la Belgique de respecter les règles de concurrence et, sous peine d'une action devant la Cour de Justice des Communautés européennes, d'ouvrir à court terme son marché de la mobilophonie à un deuxième opérateur, il me serait agréable que l'avis soit rendu dans le délai prescrit par l'article 84 des lois coordonnées précitées. »

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations ci-après.

Examen du projet

Préambule

1. Seul l'alinéa 2 constitue le fondement légal de l'arrêté en projet. Il doit être rédigé de la manière suivante :

« Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 89, § 2bis, inséré par la loi du 12 décembre 1994; ».

En conséquence, les alinéas 1er, 3 et 4 doivent être omis.

2. Par contre, doit être visé dans le préambule l'accord du Ministre du Budget avec mention de sa date.

C'est sous réserve de l'accomplissement de cette formalité, que le présent avis est donné.

Dispositif

Article 1er

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3

Au paragraphe 1^{er}, cet article prévoit que le ministre dispose du pouvoir de s'opposer à toute modification apportée à la structure ou au contrôle du capital de l'opérateur.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 95 — 1426 (95 — 305)

22 DECEMBER 1994. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 155, 187, 250 en 251 van het Algemeen Reglement op de elektrische installaties. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 29 van 9 februari 1995, bl. 2901, op de eerste lijn van artikel 2 moet gelezen worden « 155.04 h » in plaats van « 155.04 b ».

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

N. 95 — 1427 (N. 95 — 874)

7 MAART 1995. — Koninklijk besluit 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilofonienetten. — Erratum

.....

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, negende kamer, op 29 december 1994 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilofonienetten », heeft op 6 januari 1995 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

« Considérant que le traitement de ce dossier est urgent dans la mesure où le cahier des charges pour un deuxième opérateur de mobilophonie doit être rendu public dans les premières semaines de 1995 afin de permettre le développement d'un deuxième réseau GSM dans le second semestre 1995; considérant que la Commission européenne a mis en demeure la Belgique de respecter les règles de concurrence et, sous peine d'une action devant la Cour de Justice des Communautés européennes, d'ouvrir à court terme son marché de la mobilophonie à un deuxième opérateur, il me serait agréable que l'avis soit rendu dans le délai prescrit par l'article 84 des lois coordonnées précitées. »

Binnen de korte termijn die de Raad van State is toegemeten, moet hij zich bepalen tot met maken van de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

1. Alleen het tweede lid vormt de rechtsgrond van het ontworpen besluit. Het moet als volgt worden gesteld :

« Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 89, § 2bis, ingevoegd bij de wet van 12 december 1994; ».

Het eerste, derde en vierde lid moeten bijgevolg vervallen.

2. Daarentegen dient in de aanhef te worden verwezen naar de fiat-tering van de Minister van Begroting, met vermelding van de datum ervan.

Onder voorbehoud van de naleving van dat vormvereiste is het dat dit advies wordt gegeven.

Bepalend gedeelte

Artikel 1

In 1^o schrijve hem « houder » in plaats van « titularis » en in 17^o « eventueel » in plaats van « gebeurlijk ».

Artikel 3

Paragraaf 1 van dit artikel bepaalt dat de minister bevoegd is om zich te verzetten tegen elke wijziging die wordt aangebracht in de structuur van of de controle op het kapitaal van de operator.

Il n'appartient pas au ministre de donner son accord à une modification de la structure ou du contrôle du capital de l'opérateur. Toutefois, il serait possible d'envisager un retrait de l'autorisation par le Conseil des ministres (1) si l'opérateur ne répond plus aux conditions générales et particulières de l'autorisation et, notamment, à celles prévues par l'article 21, § 1^{er}, ceci sous réserve de l'observation qui sera faite à propos de cette disposition.

Sous réserve de ces observations, le texte néerlandais de la deuxième phrase devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 3, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4

Paragraphe 5. Le texte néerlandais de l'alinéa 1^{er} devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

L'alinéa 2 confère à l'opérateur le droit de refuser ou de suspendre l'accès au service, notamment, en cas de non-paiement « présumé ».

Cette hypothèse laisse perplexes. Il n'existe en effet aucune disposition légale instituant une présomption de non-paiement. Il appartient à l'opérateur de vérifier soigneusement si le paiement a ou non été effectué. En cas de refus ou de suspension alors que le paiement a eu lieu, l'opérateur engage sa responsabilité, en tant que responsable de la bonne organisation de ses services.

Paragraphe 6. A l'alinéa 1^{er}, sous le point g), il est question d'un délai « d'activation » des nouveaux abonnés. Ce néologisme doit être banni. Il convient de rédiger le texte français sur le modèle du texte néerlandais et d'utiliser les mots « de raccordement ».

Article 7

Paragraphe 2. Le texte néerlandais de l'alinéa 1^{er} devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 10

Paragraphe 4. Il n'appartient pas au Roi de régler l'emploi des langues par l'opérateur. La disposition doit être omise.

Article 13

Paragraphe 4. Interrogé sur la portée de cette disposition, le fonctionnaire délégué a répondu ce qui suit :

« En ce qui concerne l'obligation pour Belgacom d'insérer contre rémunération les coordonnées des abonnés du second opérateur, celle-ci est basée sur le fait que probablement Belgacom conservera une position dominante sur le marché des annuaires et qu'il faut éviter qu'en refusant d'inclure les données des clients du second opérateur, elle ne puisse avantager sa filiale dont elle accepterait d'insérer les numéros dans ses annuaires ».

Cette explication ne concorde pas avec le libellé de la disposition examinée qui donne à penser que l'opérateur a l'obligation de faire publier dans les annuaires de Belgacom des mentions relatives au abonné de son service, alors que, selon les explications fournies, la seule portée de la disposition est d'interdire à Belgacom de refuser à l'opérateur l'accès à ses annuaires.

Pour supprimer cette concordance et traduire la volonté des auteurs du projet, il convient de rédiger la disposition de manière à faire apparaître clairement que l'opérateur a la faculté, mais non l'obligation, de recourir aux services de Belgacom. Cette rédaction est du reste la seule compatible avec le respect du droit de la concurrence.

Article 17

Paragraphe 1^{er}. Comme suite à l'observation qui a été formulée par la section de législation du Conseil d'Etat à propos du projet devenu la loi du 12 décembre 1994 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la

(1) C'est, en effet, au Conseil des ministres que l'article 89 § 2bis de la loi confère le pouvoir d'accorder l'autorisation et par suite celui de la retirer.

Het staat niet aan de minister om zijn goedkeuring te hechten aan een wijziging van de structuur van of de controle op het kapitaal van de operator. Het zou evenwel mogelijk zijn te voorzien in de intrekking van de vergunning door de Ministeraad (1) indien de operator niet meer voldoet aan de algemene en bijzondere voorwaarden om de vergunning te krijgen en inzonderheid aan die bepaald in artikel 21 § 1, onder voorbehoud van de opmerking die wordt gemaakt in verband met die bepaling.

Onder voorbehoud van deze opmerkingen schrijve men in de tweede zin : « Elke wijziging in de structuur van of de controle op »

In paragraaf 2, derde lid, schrijve men « op grond van een opzegging » in plaats van « mits een opzeg ».

Artikel 4

Paragraaf 5. In het eerste lid schrijve men « nadere regels » in plaats van « modaliteiten ». Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

In het tweede lid wordt de operator het recht verleend om de toegang tot de dienst te weigeren of te schorsen, onder meer wanneer « vermoed » wordt dat niet wordt betaald.

Die veronderstelling wekt verwondering. Er bestaat immers geen enkele wetsbepaling waarbij een vermoeden van niet-betaling wordt ingevoerd. Het staat aan de operator zorgvuldig na te gaan of de betaling al dan niet is verricht. In geval van weigering of schorsing als de betaling is verricht, rust de verantwoordelijkheid op de operator als verantwoordelijke voor de goede werking van zijn diensten.

Paragraaf 6. In het eerste lid, onder punt g), van de Franse tekst is er sprake van een « délai d'activation » des nouveaux abonnés ». Het neologisme « délai d'activation » moet worden geweerd. De Franse tekst dient te worden geredigeerd naar het voorbeeld van de Nederlandse tekst en de woorden « de raccordement » dienen te worden gebruikt.

Artikel 7

Paragraaf 2. In het eerste lid schrijve men : « goedgekeurd worden door » in plaats van « het akkoord krijgen van ».

Artikel 10

Paragraaf 4. Het komt de Koning niet toe het gebruik van de talen te regelen ten aanzien van de operator. De bepaling moet vervallen.

Artikel 13

Paragraaf 4. Op de vraag naar de betekenis van die bepaling heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord :

« En ce qui concerne l'obligation pour Belgacom d'insérer contre rémunération les coordonnées des abonnés du second opérateur, celle-ci est basée sur le fait que probablement Belgacom conservera une position dominante sur le marché des annuaires et qu'il faut éviter qu'en refusant d'inclure les données des clients du second opérateur, elle ne puisse avantager sa filiale dont elle accepterait d'insérer les numéros dans ses annuaires. »

Die uitleg stemt niet overeen met de formulering van de onderzochte bepaling, die de indruk wekt dat de operator verplicht is in de telefoongidsen van Belgacom vermeldingen te laten publiceren met betrekking tot abonnees van zijn dienst, terwijl volgens de verstrekte uitleg de bepaling er alleen toe strekt Belgacom te verbieden de operator de toegang tot haar telefoongidsen te weigeren.

Om die discrepantie ongedaan te maken en de wil van de stellers van het ontwerp te kennen te geven, dient de bepaling zo te worden gesteld dat er duidelijk uit blijkt dat de operator de mogelijkheid heeft doch niet de verplichting, om een beroep te doen op de diensten van Belgacom. Alleen die redactie is overigens bestaanbaar met de inacht neming van het mededingingsrecht.

Artikel 17

Paragraaf 1. Als gevolg van de opmerking die door de afdeling wetgeving van de Raad van State is gemaakt in verband met het ontwerp dat de wet van 12 december 1994 tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven en van de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van

(1) Artikel 89 § 2bis van de wet draagt immers aan de Ministeraad de bevoegdheid op om de vergunning te verlenen of te trekken.

détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, le Gouvernement a supprimé la disposition de l'article 89, § 2bis, B, alinéa 2, g), qui prévoyait que chaque cahier des charges porterait notamment sur « les conditions donnant lieu à réquisition en vue de la sécurité publique » (2)

Les réquisitions ne peuvent avoir lieu que dans les cas et aux conditions prévues par les législations existantes en matière de réquisition

L'alinéa 3 du paragraphe 1^{er}, de la disposition examinée prévoit, en des termes généraux, que les réquisitions « ne donnent lieu à l'attribution d'aucune indemnité »

Une telle disposition n'est admissible qu'à la condition qu'elle soit conforme auxdites législations

Si tel n'est pas le cas, la disposition doit être omise.

Si, par contre, il existe une base légale à cette disposition, elle doit être indiquée dans le rapport au Roi.

La même observation vaut pour les mesures d'interruption totale ou partielle du service de l'opérateur.

Article 18

Paragraphe 5. Le fonctionnaire délégué a confirmé que la disposition examinée ne confère en aucune manière à l'Institut un pouvoir juridictionnel. L'Institut se limite à donner un avis motivé et cette procédure de conciliation, qui a pour but de faciliter un règlement rapide des conflits, n'est nullement exclusive des voies habituelles de règlement de conflit.

Article 21

Paragraphe 1^{er}. Selon cette disposition, seuls les opérateurs qui ont leur « siège social dans un Etat membre de l'Espace économique européen et dont au maximum 49 % du capital est détenu par des entreprises de pays tiers à l'Espace économique européen », peuvent se porter candidats.

Dans le bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat n'a pas été en mesure de vérifier si cette restriction était licite au regard du droit interne - à première vue, elle ne trouve pas son fondement dans l'article 89, § 2bis, de la loi du 21 mars 1991 précitée - et du droit conventionnel, encore que cette disposition réserve le cas des accords et conventions dont l'Etat belge ou l'Union européenne est signataire.

Observation finale

Le texte néerlandais de certaines dispositions du projet est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, quelques propositions de texte sont faites dans le présent avis.

La chambre était composée de :

MM. :

R. Andersen, président de chambre;

C. Wettinck,

Y. Kreins, conseillers d'Etat;

Mme M. Proost, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. Andersen.

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. Hensenne, référendaire adjoint.

Le greffier,
M. Proost.

Le président,
R. Andersen.

(2) Doc. parl., Ch. Repr., sess. ord. 1993-1994, n° 1551/1.

MINISTERE DES FINANCES

F. 95 — 1428 (95 — 1221)

[C — 3375]

7 AVRIL 1995. — Loi modifiant la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux. — Errata

Au *Moniteur belge* du 10 mai 1995, dans le texte français :

— p. 12378, dans le préambule, il y a lieu de lire « A tous » au lieu de « A tout »;

de openbare kredietsector en van het bezit van de deelneming van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen is geworden, heeft de Regering de bepaling geschrapt van artikel 89, § 2bis, B, tweede lid, g), waarin werd bepaald dat in elk bestek onder meer « de voorwaarden die aanleiding geven tot opvoeding met het oog op de openbare veiligheid » zouden worden bepaald (2).

De opvoedingen mogen slechts geschieden in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald in de bestaande wetgeving inzake opvoeding.

Het derde lid van paragraaf 1 van de onderzochte bepaling bepaalt in algemene bewoordingen dat voor de opvoedingen « geen enkele vergoeding (wordt) toegekend ».

Zulk een bepaling is alleen aanvaardbaar op voorwaarde dat zij conform de genoemde wetgeving is.

Indien zulks niet het geval is moet de bepaling vervallen.

Indien die bepaling daarentegen een rechtsgrond heeft, dient deze te worden vermeld in het verslag aan de Koning.

Dezelfde opmerking geldt voor de maatregelen inzake gehele of gedeeltelijke onderbreking van de dienst van de operator.

Artikel 18

Paragraaf 5. De gemachtigde ambtenaar heeft bevestigd dat de onderzochte bepaling het Instituut geenszins rechterlijke macht verleent. Het Instituut bepaalt zich tot het geven van een gemotiveerd advies en die verzoeningsprocedure, die tot doel heeft geschillen snel te beslechten, sluit geenszins uit dat geschillen langs de gewone weg worden beslecht.

Artikel 21

Paragraaf 1. Volgens deze bepaling kunnen alleen de operators die « hun maatschappelijke zetel hebben in een Lid-Staat van de Europese Economische Ruimte en waarvan ten hoogste 49 % van het kapitaal in handen is van ondernemingen uit derde landen buiten de Europese Economische Ruimte » een aanvraag indienen.

Binnen de korte termijn die de Raad van State is toegemeten, heeft hij niet kunnen nagaan of die beperking wettig is naar intern recht - op het eerste gezicht wordt de rechtsgrond ervan niet opgeleverd door artikel 89, § 2bis, van de voormelde wet van 21 maart 1991 - en naar verdragsrecht, alhoewel de bepaling van paragraaf 1 voorbehoud maakt ten aanzien van de akkoorden en verdragen die de Belgische Staat of de Europese Unie hebben ondertekend.

Slotopmerking

De Nederlandse tekst van sommige bepalingen van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld worden in dit advies een aantal tekstvoorstellen gedaan.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

R. Andersen, kamervoorzitter;

C. Wettinck,

Y. Kreins, staatsraden;

Mevr. M. Proost, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer R. Andersen.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Regnier, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer R. Hensenne, adjunct-referendaris.

De griffier,
M. Proost.

De voorzitter,
R. Andersen.

(2) Gedr. St., Kamer, gew. zitt. 1993-1994, nr. 1551/1.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 95 — 1428 (95 — 1221)

[C — 3375]

7 APRIL 1995. — Wet tot wijziging van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* van 10 mei 1995, in de Franse tekst :

— blz. 12378, in de aanhef, dient te worden gelezen « A tous » in plaats van « A tout »;